

LE ROURET



## **CONVENTION DE RÉCIPROCITÉ**

### **REPARTITION INTERCOMMUNALE DES CHARGES DE FONCTIONNEMENT DES ECOLES PUBLIQUES ACCUEILLANT DES ENFANTS HORS COMMUNES DE RESIDENCE**

#### **ENTRE :**

La Ville de LE ROURET, représentée par Monsieur le Maire, Gérald LOMBARDO, dûment autorisé en la matière par délibération du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_ 2025, reçu par le contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ 2025,

D'une part,

#### **ET :**

La Ville de GRASSE, représentée par Monsieur le Maire, Jérôme VIAUD, dûment autorisé par délibération du Conseil Municipal en date du \_\_\_\_\_ 2025, reçu par le contrôle de légalité le \_\_\_\_\_ 2025,

D'autre part,

Il a été préalablement exposé que :

Les communes de LE ROURET et GRASSE se sont rapprochées en vue de signer, une convention portant sur la participation relative aux charges de fonctionnement des écoles publiques pour les enfants scolarisés hors commune de résidence.

Il est convenu ce qui suit :

## **ARTICLE 1 :**

Par la présente convention, et dans le respect des dispositions de l'article L 212-8 du Code de l'Education, les communes précitées s'engagent mutuellement à participer financièrement aux charges de fonctionnement résultant de la scolarisation d'un ou plusieurs de leurs élèves respectifs dans les écoles de l'une ou plusieurs d'entre elles.

## **ARTICLE 2 :**

Les élèves pour lesquels une contribution est demandée doivent être inscrits régulièrement dans les écoles maternelles, élémentaires, ou groupes scolaires publics.

En outre, ceux-ci doivent avoir satisfait préalablement aux formalités relatives à la procédure de demande de dérogation qu'entraîne la scolarisation d'un enfant hors de sa commune de résidence, lorsque celle-ci dispose de la capacité de l'accueillir.

## **ARTICLE 3 :**

Ne sont recevables, en l'espèce, que les dérogations pour lesquelles le Maire de la commune de résidence, consulté par la commune d'accueil, a donné son accord.

Ne souffrent d'aucune obligation d'accord préalable, de la part du Maire de la commune de résidence, les cas dérogatoires visés par les articles L 212-8 et R 212-21 du Code de l'Education, sous réserve que le Maire de la commune d'accueil ait informé le Maire de la commune de résidence du motif de l'inscription est tiré de contraintes liées :

- aux obligations professionnelles des parents lorsqu'ils résident dans une commune qui n'assure pas directement ou indirectement la restauration et la garde des enfants ;
- à l'inscription d'un frère ou d'une sœur dans un établissement scolaire de la même commune ;
- à des raisons médicales

La commune d'accueil est tenue de supporter seule les charges de fonctionnement dans le cas d'enfants visés à l'article 2, qu'elle aurait accepté d'inscrire sans que le Maire de la commune de résidence ait donné son accord.

## **ARTICLE 4 :**

L'accord donné à un élève de commencer ou de poursuivre sa scolarité à l'extérieur de sa commune, entraîne de facto la non-remise en cause, aussi bien par la commune de résidence que par la commune d'accueil, de la scolarité en maternelle (PS à GS) ou de celle en élémentaire (CP à CM2), entamée ou poursuivie.

La contribution résultant de cet accord ne peut l'être non plus.

## **ARTICLE 5 :**

Se fondant sur le principe que la participation des communes extérieures aux charges de fonctionnement des écoles publiques doit s'appliquer aux élèves en maternelle ou en élémentaire, cette participation annuelle allouée par la commune de résidence s'élèvera à **1063,10 € (mille soixante-trois euros et dix centimes), tarif au 1er septembre 2024 par élève pour l'année scolaire 2024/2025.**

Ce même tarif sera appliqué pour les élèves scolarisés en section ULIS.

## **ARTICLE 6 :**

Le relèvement annuel du tarif fixé par l'article 5 de la présente se fera par référence à l'évolution de l'indice de base de rémunération des agents de la fonction publique territoriale en vigueur au 1<sup>er</sup> septembre de chaque année.

### **Formule de révision annuelle :**

$$CN+1 = CN \times (IN/IO)$$

CN = contribution fixée à la signature de la convention

IO = indice 100 de la fonction publique au 1<sup>er</sup> septembre 2023

IN = indice 100 de la fonction publique au 1<sup>er</sup> septembre N (année à venir)

## **ARTICLE 7 :**

Toute contribution aux charges de fonctionnement d'enfants scolarisés à l'extérieur de la commune de résidence est versée par référence à l'année scolaire en cours uniquement.

Cette opération est effectuée trimestriellement afin de considérer en cours d'année scolaire, les inscriptions, les radiations et les déménagements.

Dans le cas d'une nouvelle inscription, d'une radiation ou d'un changement d'adresse d'un élève, la contribution sera prise en compte à la date réelle, toutefois si la prise d'effet intervient en cours de trimestre, l'imputation financière sera à la charge de la commune où le temps passé aura été le plus important.

Le titre de recettes sera émis trimestriellement ou annuellement, à terme échu.

## **ARTICLE 8 :**

Dans les situations de gardes alternées dont les conditions sont prévues par la loi n°2002-305 du 4 mars 2002, la contribution financière est fixée à 50 % de la participation annuelle citée à l'article 5 de la présente.

Les modalités de mise en œuvre de ce mode de garde sont soumises à la production par les parents, lors de l'inscription, d'une décision de justice rendue par le juge aux Affaires Familiales. En cas d'absence d'une telle décision, les pièces justifiant le mode de garde et le lieu de résidence de l'enfant, demandées par la commune d'accueil / de résidence devront être fournies.

## **ARTICLE 9 :**

La liste récapitulative des élèves concernés fait mention pour chaque enfant à minima des renseignements suivants : nom, prénom, niveau scolaire et adresse des représentants légaux.

Les élèves figurant sur cette liste nominative annexée à l'état des sommes à payer, doivent préalablement avoir satisfait aux conditions mentionnées aux articles 2 et 3 de la présente convention.

## **ARTICLE 10 :**

La présente convention prend effet à compter de la rentrée des classes de l'année scolaire 2024/2025.

Elle est conclue pour une durée d'un an renouvelable deux fois, d'année scolaire en année scolaire (2025/2026, 2026/2027) par tacite reconduction.

Dans l'intervalle, elle peut être dénoncée par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée, avec accusé de réception, trois mois minimum avant la date d'expiration de l'année contractuelle.

Pour la Ville du Rouret,  
Le Maire,

Pour la Ville de Grasse,  
Le Maire

Gérald LOMBARDO

Jérôme VIAUD